

Formes de conflits et tentatives de paix dans le monde contemporain

En quoi les conflits actuels appellent-ils une résolution collective à l'échelle internationale ?

a) Une augmentation des guerres civiles depuis 1991

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, de nombreux conflits longtemps contenus ont ressurgi. Parmi les plus notables figurent les tensions toujours vives entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, accentuées par les essais nucléaires répétés de Pyongyang. Plus violemment encore, les guerres qui ont ravagé l'ex-Yougoslavie entre 1991 et 2001 ont causé près de 150 000 morts, dont une majorité de civils – un héritage direct des fractures de la guerre froide.

Parallèlement, les affrontements entre États sont devenus plus rares. Bien que certains conflits frontaliers aient persisté, comme l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 ou la brève guerre du Cenepa entre le Pérou et l'Équateur en 1995, ces conflits interétatiques sont généralement courts et peu meurtriers, touchant principalement des militaires.

En revanche, les conflits internes à un pays – les guerres civiles – se sont multipliés et se révèlent souvent très destructeurs. Le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994, par exemple, a causé environ 800 000 morts en trois mois. Plus récemment, les soulèvements issus des Printemps arabes, déclenchés en 2010, ont plongé plusieurs pays comme la Libye, la Syrie ou le Yémen dans des guerres civiles particulièrement sanglantes. Le conflit au Yémen, débuté en 2014, a en outre provoqué une crise humanitaire d'ampleur, marquée par la famine.

b) L'essor du terrorisme international

Le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau. Dès le XIXe siècle, la notion de guérilla — « petite guerre » — émerge pendant la résistance à l'occupation napoléonienne en Espagne. Au XXe siècle, ce mode d'action est utilisé dans différents contextes, comme en Chine face à l'occupation japonaise, ou encore par des groupes séparatistes tels que l'IRA en Irlande du Nord ou l'ETA au Pays basque, qui ont aujourd'hui déposé les armes.

Un tournant majeur survient le 11 septembre 2001, avec les attentats aux États-Unis. En réaction, Washington déclare une « guerre contre le terrorisme », légitimant ainsi une intervention militaire en Afghanistan en octobre 2001, puis en Irak en 2003, sous prétexte de neutraliser de prétendues armes de destruction massive.

Par ailleurs, les espoirs de démocratie soulevés par les Printemps arabes se sont accompagnés de la montée de groupes djihadistes. Dans des pays comme la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Syrie ou le Yémen, des attentats ont été revendiqués par Al-Qaïda ou Daech. Ce dernier, en juin 2014, proclame la création d'un califat sur des territoires en Irak et en Syrie, territoire depuis repris par les forces de la coalition internationale.

c) Une gestion des conflits de plus en plus collective

Les conflits contemporains mettent en jeu une multitude d'acteurs : États, mouvements armés, milices locales, mais aussi puissances extérieures. Ces dernières interviennent souvent parce qu'elles sont alliées à un des camps ou que la région en guerre présente des ressources stratégiques importantes, telles que le pétrole ou les minerais.

VOCABULAIRE

IRA : Armée républicaine irlandaise, groupe paramilitaire luttant contre la présence britannique en Irlande du Nord. Divisés en différents groupes, certains ont décidé de déposer les armes, tandis que d'autres dénoncent les accords de paix avec la Grande-Bretagne.

OLP : Organisation de libération de la Palestine, créée en 1964 à l'initiative des pays de la Ligue Arabe. Elle regroupe des mouvements de résistance palestiniens face à Israël.

Dans ce contexte complexe, l'Organisation des Nations unies (ONU) joue un rôle central. Elle vise à limiter les violences internationales grâce au principe de sécurité collective, en favorisant les règlements diplomatiques. Lorsque ces derniers échouent, elle peut autoriser l'envoi de forces armées sous l'égide des Casques Bleus pour rétablir la paix.

Cependant, l'action de l'ONU est parfois contournée ou jugée insuffisante. Par exemple, lors du conflit en ex-Yougoslavie, l'OTAN intervient militairement sans attendre de solution onusienne, en bombardant Belgrade. De même, en 2003, malgré l'opposition de l'ONU, les États-Unis décident unilatéralement d'envahir l'Irak.